



Office of the
Privacy Commissioner
of Canada

Commissariat
à la protection de
la vie privée du Canada

Sondage auprès des Canadiens sur les enjeux liés à la protection de la vie privée de 2022-2023

Résumé

Préparé pour le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

Nom du fournisseur : Phoenix SPI

Numéro du marché : CW2244278

Date d'attribution : 12 octobre 2022

Valeur du contrat : 69 928,58 \$ (taxes applicables comprises)

Date de livraison : 8 mars 2023

Numéro d'enregistrement : POR 060-22

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez écrire à l'adresse courriel suivante : publications@priv.gc.ca.

This report is also available in English.

Canada 

Sondage auprès des Canadiens sur les enjeux liés à la protection de la vie privée de 2022-2023

Résumé

Préparé pour le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

Nom du fournisseur : Phoenix Strategic Perspectives Inc.

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'un sondage téléphonique réalisé par Phoenix SPI au nom du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. L'étude a été menée sur le terrain auprès de 1 500 Canadiens âgés de 16 ans ou plus entre le 23 novembre et le 18 décembre 2022.

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Veuillez obtenir au préalable une permission écrite du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le présent rapport, veuillez communiquer avec le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada par courriel à l'adresse suivante : publications@priv.gc.ca, ou par la poste à l'adresse suivante :

Commissariat à la protection de la vie privée du Canada
30, rue Victoria
Gatineau (Québec)
K1A 1H3

Numéro de catalogue : IP54-109/2023F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-48841-7

Related publications (POR registration number: POR 060-22):

Numéro de catalogue (rapport final, anglais) : IP54-109/2023E-PDF

ISBN : 978-0-660-48840-0

Also available in English, under the title 2022-23 Survey of Canadians on Privacy-Related Issues.

Résumé

La société Phoenix Strategic Perspectives Inc. (Phoenix SPI) a été mandatée par le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (le Commissariat) pour réaliser un sondage téléphonique auprès des Canadiens sur les enjeux liés à la protection de la vie privée.

1. But et objectifs de la recherche

Le but de la présente étude est de mieux comprendre dans quelle mesure les Canadiens connaissent et comprennent leurs droits en matière de vie privée et les divers enjeux qui s'y rattachent. L'objectif de l'étude est d'effectuer le recueil et le suivi des opinions des Canadiens à l'égard des enjeux liés à la protection de la vie privée qui s'inscrivent dans les quatre priorités stratégiques du Commissariat : l'économie des renseignements personnels; l'économie des renseignements personnels; la surveillance du gouvernement; la réputation et la protection de la vie privée; et le corps comme source d'information. Les résultats du sondage serviront à éclairer et à orienter les efforts déployés par le Commissariat pour sensibiliser les Canadiens.

2. Principales constatations

Plusieurs Canadiens estiment bien connaître leurs droits en matière de vie privée et continuent d'être préoccupés par la protection de leur vie privée.

Environ la moitié des Canadiens répondants ont indiqué avoir de bonnes ou de très bonnes connaissances sur leurs droits à la vie privée en général (51 %), surtout en ce qui a trait aux connaissances sur la façon de protéger leur droit à la vie privée (50 %). Le niveau de connaissance autoévalué est à la baisse comparativement à 2020. Cette année, plus de répondants estiment que leur connaissance est mauvaise ou très mauvaise : 27 % des personnes étaient de cet avis à propos de leurs connaissances en général (contre 18 % en 2020), et 30 % le pensaient en ce qui a trait à leurs connaissances sur la façon de protéger leur droit à la vie privée (contre 23 % en 2020). Lorsque l'on souligne cette diminution dans les connaissances relatives au droit à la vie privée, 48 % des répondants (en baisse par rapport à 52 % en 2020) jugent qu'ils en savent assez pour connaître l'incidence que les nouvelles technologies pourraient avoir sur la protection de leur vie privée. Les Canadiens demeurent énormément préoccupés par la protection de leur vie privée, dont 93 % d'entre eux exprimant un certain niveau d'inquiétude.

Plus d'un Canadien sur deux est convaincu que le gouvernement respecte leur droit à la vie privée. Ils sont moins nombreux à penser ainsi au sujet des entreprises. Pour ce qui est de la confiance envers certains types d'organisations, les Canadiens font le plus confiance au gouvernement du Canada, aux banques et aux organismes d'application de la loi.

Un peu plus de la moitié des Canadiens (58 %; comparativement à 63 % en 2020) croient que le gouvernement fédéral respecte leur droit à la vie privée. Beaucoup moins de Canadiens croient que les entreprises respectent leurs droits en matière de vie privée (39 %; comparativement à 45 % en 2020). Lorsque l'on parle plus précisément de la confiance, la grande majorité des Canadiens (80 %) font au minimum assez confiance au gouvernement du Canada pour qu'il protège les renseignements personnels qu'ils lui communiquent. Ensuite, les trois quarts des répondants ont affirmé qu'ils faisaient assez confiance ou très confiance aux banques (76 %) et aux organismes d'application de la loi (76 %). On compte une proportion moindre de répondants qui ont un tel niveau de confiance à l'égard des fournisseurs de services de télécommunications et de services Internet (41 %), des détaillants (36 %) et des grandes entreprises de technologie (34 %). Les

Canadiens sont moins susceptibles de faire confiance aux entreprises de médias sociaux. Seul un répondant sur dix est confiant que ce genre d'entreprise protégera ses renseignements personnels.

Les Canadiens croient que leurs activités en ligne sont surveillées par des entreprises et des organisations, sont préoccupés par la façon dont les organisations utiliseront leurs renseignements personnels en ligne et hésitent à communiquer des renseignements personnels.

La plupart des Canadiens (91 %) croient qu'au moins une partie de ce qu'ils font en ligne ou sur leur téléphone intelligent est surveillée par des entreprises ou des organisations. Par contre, une proportion moins grande de Canadiens (73 %) estiment qu'au moins une partie de ce qu'ils font en ligne ou sur leur téléphone intelligent est surveillée par le gouvernement. Pour aller dans le même sens que la croyance qui veut que les activités en ligne et sur les téléphones intelligents sont surveillées, 89 % des Canadiens sont du moins quelque peu préoccupés par le fait que les entreprises de médias sociaux recueillent des renseignements personnels affichés en ligne pour créer un profil d'eux-mêmes, et presque autant de répondants (87 %) sont au moins quelque peu préoccupés par la façon dont les entreprises et les organisations peuvent utiliser les renseignements les concernant qui sont disponibles en ligne pour prendre des décisions à leur sujet, comme pour un emploi, une réclamation d'assurance ou une assurance-maladie.

Par ailleurs, 91 % des Canadiens craignent de subir un vol d'identité, et bon nombre des répondants ont peur que le gouvernement utilise les renseignements personnels des citoyens pour prendre des décisions sur certains aspects, comme les dépenses gouvernementales (77 %), ou pour enquêter sur des cas de fraude ou d'évasion fiscale (71 %). Lorsqu'il est question de transmettre des renseignements personnels, une majorité de Canadiens ne sont pas à l'aise avec l'idée que l'on numérise leur visage ou une photo d'eux pour vérifier leur âge en ligne (65 %) ou que l'on utilise leur voix pour confirmer leur identité (61 %).

En ce qui a trait aux préoccupations soulevées concernant la protection de la vie privée, les Canadiens ont pris certaines mesures pour se protéger, comme lire les politiques sur la protection des renseignements personnels.

Trois Canadiens sur quatre ont ajusté les paramètres de confidentialité d'un compte de médias sociaux (75 %) ou ont refusé de fournir leurs renseignements personnels à une organisation ou à une entreprise pour des raisons liées à la protection de la vie privée (74 %). De plus, 70 % des répondants lisent parfois ou toujours les politiques, les avis ou les fenêtres contextuelles lorsqu'ils utilisent des applications mobiles ou qu'ils font des transactions en ligne. Beaucoup moins de répondants ont supprimé un compte de médias sociaux, ou ont arrêté de l'utiliser, pour des raisons liées à la protection de la vie privée (50 %) ou ont cessé de faire affaire avec une entreprise ou une organisation qui a subi une atteinte à la vie privée (38 %). Un tiers (32 %) des répondants disent qu'ils ont soulevé une préoccupation relative à la protection des renseignements personnels à une entreprise ou à une organisation.

3. Méthodologie

Un sondage téléphonique par composition aléatoire d'une durée de 14 minutes a été réalisé entre le 23 novembre et le 18 décembre 2022 auprès de 1 500 résidents canadiens âgés de 16 ans ou plus. On peut considérer que les résultats du sondage sont représentatifs de la population des Canadiens âgés de 16 ans ou plus. Les résultats obtenus au moyen d'un échantillon de cette taille comportent une marge d'erreur de $\pm 2,5\%$, 19 fois sur 20. La marge d'erreur est plus grande dans le cas des résultats qui concernent des sous-groupes de l'échantillon. Les données du sondage ont

été pondérées en fonction de l'âge, du genre et de la région afin que les résultats soient représentatifs de la population.

4. Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure de Phoenix Strategic Perspectives, j'atteste que le rapport livré est entièrement conforme aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et à la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus précisément, ce rapport ne renferme pas d'information sur les intentions de vote, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.



Alethea Woods
Présidente
Phoenix Strategic Perspectives Inc.

5. Montant du marché

Le montant du marché était de 68 928,58 \$ (incluant la TVH).